

ARRÊTÉ N° 90-E- 504 du - 4 AVRIL 1990

portant autorisation à la Société LAVAUX Père et Fils S.A.R.L. d'exploiter
une carrière de sables et graviers située sur le territoire de la
commune de CIRON.

LE PREFET,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Minier et notamment son article 106 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et de l'Habitation ;

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux
installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi du 27 septembre 1941 modifiée portant règlement des
fouilles archéologiques ;

Vu la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection
des collections publiques contre les actes de malveillance ;

Vu le décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979 modifié relatif aux
autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement,
à leur retrait et aux renonciations à celles-ci ;

Vu le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police
des mines et carrières ;

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement
général des industries extractives ;

Vu la demande en date du 4 septembre 1989, jugée recevable le
25 juillet 1989, présentée par la Société LAVAUX Père et Fils S.A.R.L. en
vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers
située sur le territoire de la commune de CIRON au lieu-dit "Les Champs
de Chaumes" ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 89-E-2002 du 5 octobre 1989 portant
ouverture de l'enquête publique et les conclusions du Commissaire-Enquêteur ;

Vu les avis exprimés au cours de l'instruction de la demande ;

Vu les mémoires établis par le pétitionnaire en réponse aux avis
et observations ;

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Industrie et de la
Recherche en date du 13 février 1990 ;

.../...

Vu l'avis de la Commission Départementale des Carrières réunie le 15 mars 1990 ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E :

Article 1er. La Société LAVAUX Père et Fils S.A.R.L. dont le siège social est à VENDOEUVRES au lieu-dit "Claise" est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers située sur le territoire de la commune de CIRON au lieu-dit "Les Champs de Chaumes" dans les parcelles cadastrées section AX n° 28, 29, 30, 32 (partie) et 33 pour une superficie de 8 ha 97 a 40 ca (huit hectares quatre vingt dix sept ares quarante centiares

Article 2. La durée de l'autorisation est fixée à vingt ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant est tenu, s'il souhaite obtenir le renouvellement de cette autorisation, d'en faire la demande au moins six mois avant la date d'expiration de celle-ci.

Article 3. La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Elle est accordée sans préjudice de l'observation des réglementations relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, aux découvertes archéologiques, à la voirie des collectivités locales et au travail.

Concernant la voirie, le chemin rural d'accès à la carrière sera revêtu afin de réduire les risques de souillures de la RN 151.

Par ailleurs, afin de permettre l'accès à la carrière en toute sécurité des camions en provenance du BLANC par la RN 151, un tourne à gauche sera aménagé sur la parcelle 110, située face à l'entrée de la carrière.

Article 4. Les travaux d'entretien des engins d'extraction seront réduits au minimum et ne seront réalisés que sur une aire étanche spécialement préparée à cet effet.

Les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides susceptibles de polluer les eaux qui seraient accidentellement répandus sur cette aire étanche seront collectés dans un bassin de rétention étanche pour être récupérés par une entreprise spécialisée.

Le rejet dans le milieu naturel des eaux provenant de l'installation de traitement des matériaux est interdit. Un dispositif permettant la décantation et le recyclage de ces eaux sera réalisé.

Les huiles provenant des vidanges seront récupérées, stockées dans des fûts étanches et remises à un ramasseur agréé.

Les stockages aériens de carburant et d'huiles seront munis d'une cuvette de rétention étanche d'un volume au moins égal au volume des réservoirs.

Tout déversement accidentel de produits susceptibles de polluer les eaux souterraines ou superficielles sera immédiatement repris et évacué.

.../...

Article 5. Toute découverte archéologique fortuite sera conservée et immédiatement signalée à la Circonscription Régionale des Antiquités Préhistoriques et à la Circonscription Régionale des Antiquités Historiques.

M. le Directeur Régional des Antiquités Préhistoriques sera en outre informé au moins 15 jours à l'avance par lettre, des travaux de décapage.

Article 6. L'exploitation est soumise aux dispositions des décrets n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des mines et carrières et n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ; en particulier :

- . Il sera procédé à un bornage du périmètre de l'exploitation dès l'obtention de la présente autorisation. Un plan de bornage sera adressé au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche et les bornes repérées sur ce plan seront maintenues visibles pendant toute la durée de l'exploitation.
- . Il sera procédé sur les lieux de l'exploitation, à l'aide de panneaux, à l'affichage réglementaire comportant le nom et l'adresse de l'exploitant et les numéro et date de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
- . L'exploitant devra, éventuellement par la pose d'une clôture, prendre les mesures nécessaires pour éviter tout dépôt de détritux, d'ordures ménagères ou de déchets à l'intérieur de la fouille.
- . L'accès à la zone d'exploitation et à toute autre zone dangereuse sera interdit par une clôture solide et efficace.
- . Des panneaux signalant le danger seront installés sur le périmètre de l'exploitation et en particulier sur les chemins d'accès et à proximité de la zone d'exploitation.
- . Les bords de l'excavation seront tenus à une distance horizontale de dix mètres au moins des limites du périmètre autorisé.

Article 7. L'exploitation sera conduite conformément aux indications du dossier de demande d'autorisation en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ; en particulier, les conditions suivantes seront rigoureusement respectées :

1°) - Au fur et à mesure de l'exploitation :

- . Le phasage prévu dans le dossier de demande d'autorisation sera respecté.
- . La découverte du gisement sera effectuée de façon sélective. Les terres provenant de cette découverte seront conservées séparément et utilisées lors du réaménagement de l'excavation et de ses abords.;
- . L'exploitation sera réalisée par gradins de hauteur maximale trois mètres
- . La profondeur d'extraction par rapport au terrain naturel ne dépassera pas dix mètres
- . Toutes mesures seront prises pour éviter la stagnation d'eau en fond de fouilles.
- . Les véhicules et engins ayant circulé sur la carrière auront leurs roues nettoyées avant de sortir de la carrière.

.../...

- . Les zones abandonnées de la carrière et celles non nécessaires à la poursuite de l'exploitation seront remises en état sans attendre en effectuant les travaux suivants :

- Raccordement de l'excavation aux terrains avoisinants par des talus en pente douce.

- Les matériaux de remblai sont admis à condition qu'ils soient inertes et non susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines ou superficielles.

- Nivelage du fond de fouille

- Remise en place des terres de découverte

- Remise en prairie des parties ainsi reconstituées.

- . Tous les 5 ans, l'exploitant fera connaître à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche dans un mémoire accompagné de plans justificatifs l'avancement des travaux de remise en état des lieux ainsi qu'un programme d'extraction pour les 5 années suivantes.

2°) - Dès l'achèvement de l'exploitation :

- . Tous les matériels quels qu'ils soient devront être enlevés de l'emplacement. Il ne devra subsister sur celui-ci aucune épave ni aucun dépôt de matériaux.
- . Les aires de travail ainsi que les aires de circulation provisoires devront avoir été décapées des matériaux stabilisés qui y auraient été régalez puis recouvertes de terres provenant de la découverte.
- . L'excavation sera réaménagée en une dépression régulière raccordée aux terrains avoisinants par des talus en pente douce (30° maximum) et réalisée de manière à éviter toute stagnation d'eau en fond de fouille.
- . Les abords de fouille seront régalez et nettoyés.
- . Les terrains ainsi réaménagés seront restitués à la culture
- . Le réaménagement sera terminé au plus tard à la date d'échéance de la présente autorisation.

Article 8. Modification des conditions d'exploitation :

Tout projet de modification des conditions d'exploitation ou de réaménagement de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 9. Abandon des travaux :

En fin d'exploitation, ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux, et quatre mois avant la fin de la remise en état, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en faire la déclaration au Préfet.

.../...

La déclaration, produite en huit exemplaires, fournit les indications de l'article 1er ci-dessus ainsi que les dates des décisions préfectorales intervenues depuis le début des travaux.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux visés à l'article 7 ci-dessus et les mesures prises pour éviter les dangers.

Article 10. Sanctions :

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues aux articles 141 et 142 du Code minier.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène et d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du Code Minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation en particulier en ce qui concerne la remise en état des terrains.

Article 11. Le présent arrêté sera notifié au demandeur. Ampliations en seront adressées au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche (2 exemplaires), au Maire de CIRON, aux Directeurs et Chefs de Services consultés lors de l'instruction de la demande. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais du demandeur, inséré dans un journal régional ou local, diffusé dans le département et affiché par les soins du Maire de CIRON.

Article 12. Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de CIRON, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, les Directeurs et Chefs de Service intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Pour ampliation
Le Directeur Délégué

[Signature]
Gilbert MANDARD

Pour LE PRÉFET
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

André HOREL